



Fédération des syndicats SUD-Rail
17 bd de la libération 93200 St Denis
01 42 43 35 75 - www.sudrail.org
federation-sudrail@wanadoo.fr

La grève

11 novembre 2007 - 20 heures - n°11

C'est maintenant qu'il faut choisir :

Je veux garder le régime de retraite prévu dans mon contrat de travail : je suis en grève à compter du 14 novembre.

Je veux travailler des années en plus et gagner moins : je soutiens ceux qui organisent ce recul social.

Est-ce qu'on va gagner ?

Et bien, non, SUD-Rail ne vous répond pas « oui bien sûr ! ». Ce dont nous sommes sûrs c'est que si nous baissions les bras maintenant, si nous acceptons le diktat du gouvernement et de la direction ... il n'y aura pas de fin aux reculs sociaux.

Pour nous cheminot-e-s, mais aussi pour l'ensemble des salarié-e-s du pays pour qui le gouvernement a déjà prévu un nouvel allongement de la durée de cotisations à 41 ans dès 2008, en attendant les 42 ans, puis 43, etc. Le MEDEF demande 45 !

Le gouvernement a fait ses dernières propositions ?

Oui, comme Juppé en 1995 avant la grève, comme Dupuy et sa grille au mérite avant la grève de 1986, comme ... à chaque fois que gouvernement et direction veulent imposer des reculs sociaux ...

C'est toujours « pas discutable », c'est toujours « inéluctable », c'est toujours « la seule solution », ... et ce n'est pas toujours comme ça que ça se termine lorsque nous décidons de faire entendre notre voix !

La grève reconductible, ça fait perdre des sous ...

Oui, c'est exact. Même si on se rappelle que Sarkozy il y a quelques mois tentait de faire croire que jusqu'alors nous étions payés les jours de grève ... Mais en l'occurrence, c'est ne pas faire grève et accepter la contre-réforme du gouvernement qui nous fera perdre beaucoup, beaucoup d'argent lorsque nous serons en retraite. Chacun-e peut investir des dizaines de jours dans une grève qui permettra l'abandon du projet : ça reste plus rentable financièrement que la contre-réforme du gouvernement, même appliquée à la sauce direction SNCF/FGAAC.



Fédération des syndicats de cheminot-e-s
Solidaires, Unitaires et Démocratiques



**CHEMINOT
SI PERSONNE
NE
TRAVAILLE
POUR TOI
QUE
PERSONNE
NE DECIDE POUR TOI !**

**Syndiqués, non syndiqués
tous ensemble en grève à partir du 13 novembre à 20H.**

Ne laissons à personne le droit de décider pour nous de notre avenir.
**Pour notre régime de retraite,
Tous en grève !**

Les usagers risquent de ne pas comprendre ?

La majorité des usagers quotidiens sont avant tout des salariés. Nous devons donc continuer à expliquer que notre lutte s'inscrit dans la défense du régime de retraite de tous, que nous refusons le passage de 40 à 41 annuités en 2008, et que nous demandons le retour à 37,5 annuités pour tous.

Bien sûr, la presse va multiplier les sondages censés prouver l'absence de soutien à notre grève. Rappelons que selon les sondages, c'est certain, Lionel Jospin a été élu président de la République en 2002, que le Traité Constitutionnel Européen a été validé par référendum en 2005, etc.

Oui, les usagers du rail préfèrent quand il y a des trains. Mais nos intérêts ne sont pas divergents pour autant. C'est ensemble, salarié-e-s de tous les secteurs que nous obligerons le gouvernement à abandonner ses projets néfastes ! Et notre grève est un élément déterminant dans cette bataille.

De jolis exemples à suivre ...

La direction SNCF ne cesse de parler de sa volonté de négocier ... lorsqu'elle s'adresse à la presse, à la radio, à la télévision.

Mais lorsque les fédérations syndicales sont reçues dans le cadre d'un préavis de grève national reconductible, ni Anne Marie Idrac, ni Guillaume Pépy ne sont là.

C'est sans doute plus utile à leurs yeux d'accompagner une trentaine de journalistes, invités avec leurs conjoint-e-s à passer « *trois jours et trois nuits, aux frais de la princesse, dans un palace de la Côte d'Azur, avec déjeuners et dîners dans des restaurants haut de gamme, initiation à la gastronomie et à la polysensorialité aquatique* », comme le confirme le « Canard Enchaîné du 9 novembre.

- Le montant moyen des dix plus hautes rémunérations de l'entreprise (12 880,59 € par mois en 2003) a augmenté de 57,52% en 3 ans : 19 550,68 euros par mois en 2006.
⇒ *Pépy ne trouve pas ça « choquant » ...*
- Sur proposition de l'Elysée, l'Assemblée Nationale vient de faire passer le salaire mensuel du président de 8 300 à 20 000 euros.
⇒ *Sarkozy n'a pas trouvé ça « indigne » ...*
- En février dernier, les députés unanimes se sont accordés une pension à vie de 1390 euros mensuels, après avoir adopté le maintien de leur indemnité (6952 euros mensuels) durant les 5 années qui suivent leur non réélection.
⇒ *Aucun d'entre eux n'envisage de revoir ce régime spécial ...*

Des années de rab, pour quelques dizaines d'euros ?

La direction SNCF et la direction de la FGAAC proposent aux cheminot-e-s un deal bien douteux : tu acceptes de bosser plus longtemps que prévu dans ton contrat de travail, et on t'offre quelques dizaines d'euros de plus pour tes mois de rab ...

- ⊕ La FGAAC accepte le passage de 37,5 à 40 ans de cotisation et ouvre la brèche pour que tous les salarié-e-s, dès demain, cotisent 41, 42 et pourquoi pas 45 ans selon les désirs du MEDEF.
- ⊕ La FGAAC accepte l'allongement de 5 ans de la durée de cotisation, reportant d'autant l'âge pivot actuel. Age pivot amené à reculer avec les 41, 42, etc.
- ⊕ La FGAAC accepte que jeunes et anciens n'aient plus les mêmes droits, plus le même statut ! Voilà une division qui permettrait à la direction d'infliger bien d'autres reculs sociaux !

Pour passer de 25 % de décote à tout de même 12,5 % de décote, les cheminot-e-s devront investir dans des placements plus ou moins risqués, sans certitude de récupérer leur argent à l'arrivée.

Il faudra aussi renoncer à une partie de ses repos, fériés. Si, comme le propose direction et FGAAC, chaque cheminot-e travaille 7 jours de plus par an, la SNCF récupèrera environ 1 100 000 journées de travail, soit chaque année 5 500 jeunes qui ne seront pas embauché-e-s, resteront au chômage, et ne cotiseront pas pour le régime de retraite !

Grève générale à compter du 13 novembre au soir !

Préavis de grève national unitaire reconductible : pas de quoi déranger Mme. Idrac ou M. Pépy !

Les fédérations CGT, SUD-Rail, UNSA, CFTC, FO, CGC ont été reçues le vendredi 9 novembre après midi par la direction de l'entreprise, dans le cadre du préavis de grève déposé depuis le 31 octobre. La fédération CFDT, qui a déposé son propre préavis reconductible a préféré être reçue séparément.

En début de séance, les représentants SUD-Rail ont rappelé le contexte et les revendications des cheminot-e-s :

Nous refusons la contre-réforme du gouvernement.

Le gouvernement veut passer en force : **allongement de la durée de cotisations à 40 annuités, remise en cause des bonifications, instauration de décotes, désindexation des pensions par rapport aux salaires.**

Nous refusons cette contre-réforme parce qu'elle constitue un retour en arrière sur le plan social pour chaque cheminot-e, pour le monde cheminot dans son ensemble.

Nous refusons également cette contre-réforme parce que c'est un des aspects de l'attaque plus globale contre les salarié-e-s de ce pays : **le gouvernement veut faire sauter la résistance des régimes spéciaux et être en meilleure situation pour imposer le passage – pour tous – de 40 à 41 annuités en 2008, avant de continuer à 42, etc., etc., ...** car le patronat n'a aucun complexe à étaler les revendications les plus extrêmes, puisqu'il sait avoir un gouvernement à ses ordres, mais aussi des directions d'entreprises publiques à sa botte.

Un chantage odieux, ... et inutile.

Le taux de grévistes le 18 octobre dernier était historique, dans toutes les régions, dans tous les collèges. **Pour l'encadrement, la direction n'en a tiré comme seul enseignement que la nécessité de tenter une reprise en mains totalement dérisoire, avec des méthodes scandaleuses.**

Vis-à-vis de l'ensemble des cheminots, la direction a lancé l'armada de la propagande (baptisée « communication »), avec comme point d'orgue la traditionnelle lettre de la présidence.

Nous notons que parmi les quatorze points mis en avant dans ce courrier, plusieurs correspondent à des demandes formulées depuis longtemps, quelques uns ont même déjà fait l'objet de demandes d'homologation auprès du ministère, qui les avait rejetées ! **Ces points là, il faut les mettre en application, sans chantage à l'application de la contre-réforme !**

Etrange procédé qui consiste à promettre, contre l'acceptation de la contre-réforme, des mesures que les gouvernements ont refusé lorsqu'il s'agissait d'améliorer le régime de retraite des cheminots ... Ce chantage ne sert à rien, tant il y a décalage entre la portée réduite de ces mesures, et l'ampleur du renoncement que serait l'application de la contre-réforme.

Par ailleurs, il est hors de question d'accepter un statut de cheminot-e à deux vitesses, de sacrifier jeunes et futur-e-s cheminot-e-s.

Ensemble on peut faire reculer le gouvernement !

Sur cette question essentielle des retraites, il est clair que ce n'est pas entreprise par entreprise que nous réglerons le problème : c'est le gouvernement qui doit retirer son projet, ouvrir des négociations pour améliorer le régime général de retraite, ramener tout le monde à 37,5 annuités.

Moratoire sur le fret.

Concernant le fret, nous demandons un moratoire, depuis juin 2007 ; c'est à cela que la direction doit répondre. Ensuite, il faudra prendre des mesures en terme d'investissements, de respect du RH 077, d'emplois.

Enfin, nous sommes sensibles au fait que Madame Idrac et Monsieur Pépy se répandent dans les médias pour expliquer à quel point la situation serait grave, à cause des organisations syndicales : si grave, que ni Madame Idrac, ni Monsieur Pépy n'ont de temps à perdre pour participer à cette réunion, dans le cadre d'un préavis national de grève reconductible déposé par la quasi-totalité des fédérations syndicales !

- Chaque organisation a rappelé son désaccord avec la contre-réforme.
- Les représentants de la direction SNCF sont restés muets sur l'essentiel.
- La seule « réponse » est de proposer de nous revoir lundi après midi pour nous dire si la possibilité de « mise à la retraite d'office » est abrogée ou étalée dans le temps ...

Un peu décalé, comme « réponse » par rapport à la situation du moment, non ?

**Prenons
notre avenir
en main !**

**Grève
générale à
compter du
13 novembre
au soir ...**

**Ensemble,
dans les**

Assemblées Générales décidons de notre mouvement !



The screenshot shows an eBay.fr listing for a document titled "DOSSIER RETRAITES". The document is shown in a photograph with the title written diagonally across it. The listing details are as follows:

- Category: art et antiquités > chemins de fer f
- Price: 10,00 EUR (Achat immédiat)
- End date: Le 13 novembre à 20h00 Paris
- Shipping: Gratuit
- Delivery: Remise en main propre (ou pas)
- Location: France métropolitaine
- Historique: 1 enchère
- Meilleur enchérisseur: FGAAC
- Options: Suivre cet objet, Recevoir des alertes par SMS ou